

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Rouen, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEVRON ORONITE SAS

Route du Pont VII
7014 X
76700 Gonfreville-L'orcher

Références : 20251211_EDD_Borates
Code AIOT : 0005800439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement CHEVRON ORONITE SAS implanté Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 21/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVRON ORONITE SAS
- Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société CHEVRON ORONITE SAS est autorisée par un arrêté préfectoral consolidé, modifié, du 23 mars 2017 à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Gonfreville l'Orcher. Plus précisément, elle exploite des installations de fabrication et de développement d'additifs pour carburant et lubrifiant.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu des quantités de produits toxiques, inflammables et dangereux pour l'environnement stockés sur le site (rubriques 4110, 4130, 4330, 4510 et 4511).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Analyse des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
4	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
5	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réexamen de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 10.1	Sans objet
6	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la notice de réexamen et la mise à jour de l'étude de dangers de l'unité BORATES, les éléments fournis sur les installations étudiées permettent de statuer sur une situation globalement acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude de

dangers au regard des enjeux identifiés (absence de zones d'effets à l'extérieur identifiées pour cette unité).

Le prochain réexamen est attendu pour février 2029 en lien avec le travail de rationalisation des études de dangers du site.

Une demande est toutefois formalisée au regard de l'application de la méthodologie des analyses de risques (revue HAZOP).

Concernant le suivi des installations électriques, un travail sur la mise à disposition des rapports de contrôles définitifs, le suivi ATEX et sur les limites d'intervention est attendu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet en double exemplaire qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Les études de dangers sont réexaminées au plus tard tous les 5 ans à dater des prochaines échéances listées dans le tableau suivant ou lors de toute évolution des procédés mis en oeuvre ou du mode d'exploitation de l'installation.
Constats : L'exploitant a remis le 15/02/2024 le réexamen quinquennal de l'étude de dangers (EDD) de l'unité BORATES de son établissement en application des articles L.515-39 et R. 515-98 du code de l'environnement. Le dossier de réexamen est constitué d'une notice de réexamen réalisée selon les dispositions prévues par l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut accompagnée de la mise à jour de l'étude de dangers. Les installations de l'unité Borates ne sont pas classées SEVESO. Seul le stockage de potasse de l'unité est classé sous la rubrique 1630 (sans classement Seveso). L'unité Borates ne présente pas d'enjeu particulier en termes de risques. L'analyse des risques réalisée par l'exploitant démontre qu'aucun phénomène dangereux de l'unité ne générerait d'effets irréversibles à l'extérieur du site. L'examen de la notice par l'inspection des installations classées a ainsi été réalisé selon une démarche proportionnée aux enjeux au regard de la grille d'analyse du niveau de maîtrise du risque (dite grille MMR) et permet de conclure qu'aucune prescription complémentaire n'est nécessaire au regard des dispositions réglementaires en vigueur (notamment l'arrêté préfectoral du 23/03/2017). L'inspection prend donc acte des informations figurant dans la notice de réexamen et l'EDD mise à jour. Conformément aux dispositions en vigueur et compte tenu des derniers compléments significatifs transmis durant le processus d'instruction, le prochain réexamen de cette étude de dangers est attendu au plus tard pour le 15/02/2029. Au regard des enjeux, et selon l'avis du 8 février 2017, l'inspection invite l'exploitant à intégrer l'EDD de cette unité dans une EDD consolidée

comportant d'autres unités en application des démarches engagées sur ce sujet et permettant de rationaliser les EDD du site.

Comme mentionné ci-dessus, dans une démarche proportionnée aux enjeux, l'examen a été mené sur des enjeux identifiés ou par sondage ciblé et n'a donc pas vocation à être exhaustif. En conséquence, lors de l'évaluation du prochain réexamen sous la forme d'une notice, l'inspection pourra, le cas échéant, être amenée à vérifier et contrôler des éléments de l'étude de dangers, objet de ces constats, afin de vérifier que l'exploitant respecte ses obligations réglementaires. L'inspection a notamment analysé la démarche d'analyse des risques et demande à l'exploitant des précisions dans le cadre de l'analyse des risques de l'unité (voir point de contrôle ci-après) sans remettre en cause les conclusions finales de la notice ni celles de l'EDD mise à jour.

Enfin, en application notamment des dispositions des articles L.515-40 et R.515-99 du code de l'environnement, 7 et 8 de l'AM du 26/05/2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées ainsi que les annexes I et III dudit AM, l'exploitant doit:

- mettre en place et entretenir l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers (ou la notice),
- mettre en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées également dans l'étude de dangers (ou la notice) ou son système de gestion de la sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 2

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques

Prescription contrôlée :

L'analyse de risques, au sens de « l'article L. 181-25 » du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

Constats :

Une mise à jour de l'analyse des risques, menée suivant la méthode HAZOP a été réalisée en 2023 pour l'unité BORATES. Au regard de l'analyse des risques, aucun scénario n'entraîne des effets à l'extérieur du site.

Lors de la revue HAZOP, l'inspection a toutefois souhaité contrôler par sondage le suivi de certaines barrières de sécurité. L'inspection a pris par sondage la défaillance de régulation de température du ballon V553. Ce scénario est un scénario majorant en termes de risques, identifié lors de la revue HAZOP. Le risque global est évalué à un niveau de risque de niveau 4 selon la

méthodologie de l'exploitant. La matrice de criticité de l'exploitant mentionne qu'à ce niveau de risque, « une réduction du risque est nécessaire ». Or, dans la revue HAZOP, aucune réduction n'est proposée et aucune barrière de sécurité n'est identifiée.

La revue HAZOP mentionne qu'en cas de défaillance de la régulation de température, le ballon V553 peut se trouver au-delà de la température de conception en risque de perdre son intégrité.

Interrogé sur le contrôle de la régulation et les asservissements associés (car aucune barrière de sécurité n'est mentionnée dans la revue HAZOP), l'exploitant a indiqué ne pas avoir de suivi spécifique sur la chaîne de régulation. Il a précisé lors de l'inspection que dans ce cas, le mélange subira une évaporation avec des risques de bouchage et d'autres réactions nécessitant des actions de la part des opérateurs (Rejet via l'évent relié à l'atmosphère, perte d'étanchéité du couvercle à la vapeur) et que la température de solution ne dépassera donc pas 100°C. Par ailleurs, l'exploitant précise que l'analyse est réalisée selon une démarche majorante des risques notamment les plus hauts potentiels de gravité sans analyse plus précise. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le ballon à cette température ne perdra pas son intégrité.

L'inspection des installations classées rappelle qu'en application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'analyse des risques a pour objectif d'identifier tous les risques de la manière la plus exhaustive en considérant tous les modes de fonctionnement envisageables.

Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

L'approche visant à prendre en compte les plus hauts potentiels de gravité est donc jugée pertinente.

Toutefois, la méthodologie d'analyse des risques doit être mise en œuvre de façon rigoureuse en application des niveaux de risques évalués lors de l'HAZOP. Il est regrettable que les éléments précités ne soient pas mentionnés lors de l'HAZOP compte tenu du niveau de risque de niveau 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'inspection demande à l'exploitant sous 2 mois, les justifications suite au constat d'absence d'action pour un niveau de risque de niveau 4 de la revue HAZOP (une note de calcul ou une argumentation permettant de démontrer que la perte d'intégrité n'est pas possible a été évoquée lors de l'inspection).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux

dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »...Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023....

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques datant de moins d'un an : Rapport 1210688-008-1 du 16/06/2025 (Intervention du 27/01 au 11/04/2025). Ce rapport concerne le poste électrique n°9 et plusieurs unités dont l'unité Borates.

Ce rapport est un compte-rendu provisoire d'après l'entête du document. L'exploitant n'a pas pu montrer le rapport définitif. Il est bien précisé dans le document présenté que « Ce document qui ne saurait se substituer au rapport réglementaire final de vérification des installations électriques est destiné à présenter la synthèse des Non Conformités (NC) constatées par notre vérificateur à ce jour."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : L'exploitant doit se procurer le rapport définitif et le tenir à disposition de l'inspection des installations classées. Il informera l'inspection de la réception des rapports définitifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »...Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023....

Constats :

Le rapport provisoire (voir point de contrôle précédent) fait état de 6 observations. L'exploitant dispose d'un plan d'action sur les non-conformités et observations techniques relevées lors de ces contrôles.

Toutefois, le rapport provisoire mentionne également plusieurs limites d'interventions telles que l'absence de contrôles de certains dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR), armoires non

inspectées...
L'exploitant ne dispose pas de plans d'action permettant de lever ces limites d'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°3 : L'exploitant présentera sous 2 mois son plan d'action visant à lever les limites d'intervention des rapports de contrôle des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
Constats : <p>L'unité Borates n'est pas concernée par le risque ATEX. Toutefois, les rapports de contrôles des installations électriques, visant plusieurs unités, ne permettent pas d'identifier si le sujet ATEX est pris en compte lors des contrôles.</p> <p>Pour l'unité Pilote, l'exploitant a pu présenter le plan de zonage du 18 septembre 2017 et l'étude d'adéquation de mars 2018.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°4 : L'exploitant devra justifier sous 2 mois auprès de l'inspection que ce sujet ATEX est bien analysé lors des contrôles des installations électriques et qu'un plan d'action est bien mis en œuvre sur ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »...Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023....

Constats :

Lors de la visite, les équipements de l'unité Borates étaient à l'arrêt. L'inspection des installations classées a contrôlé par sondage l'état visuel des installations électriques de l'unité. Lors de la visite, aucune dégradation physique des équipements (fils dénudé, armoires ouvertes, présence de poussières, etc) n'a été observée.

Type de suites proposées : Sans suite